

La sécurité, l'autre enjeu des JO de Paris 2024

24 octobre 2022 | Social

En mai dernier, les images de stadiers débordés par des supporters sans billet pénétrant le stade de France ont choqué au soir de la finale de la Ligue des champions en France, et au-delà. Qu'en sera-t-il pour les JO de Paris 2024 ?



Faux billets, faux supporters, mauvais déploiement des forces de l'ordre, tout a été invoqué... Mais derrière les polémiques, il y a des hommes et des femmes de terrain en première ligne qui craignent pour leur profession qui n'attire plus. En effet, il manquerait près de 25 000 agents pour sécuriser les futurs Jeux Olympiques (Paris2024).

Pourtant, ce sentiment d'urgence aurait pu être évité. Le 13 septembre 2017, il y a plus de 5 ans, la France apprenait que Paris était désignée ville olympique pour 2024. Et depuis ? Rien n'a été fait pour favoriser les embauches dans ce secteur, qui, déjà en dehors de la question des JO, fait face à un manque de personnel.

” On se retrouve dans l’urgence et dans l’urgence on fait mal les choses, précise Daniel Peltier, vice-président du Syndicat National CFTC des Employés de la Prévention et de la Sécurité (SNEPS). ”

Présent lors du congrès national de la sécurité privée en septembre dernier, le ministre de l’Intérieur, Gerald Darmanin, a appelé à la mobilisation générale déclarant qu’« *il manque 25 000 postes dans le secteur* » et que lui-même consacrerait « *un tiers de son temps sur la question de la sécurité des JO.* »
À voir...

Aujourd’hui, 300 000 personnes en France ont la carte professionnelle permettant d’exercer le métier. Mais seulement la moitié d’entre elles sont effectivement en poste dans le secteur. Une situation qu’explique Stéphane Boudon, le président du SNEPS :

” Avec la Covid-19, beaucoup d’agents de sécurité ont dû quitter leur poste momentanément. En partant exercer d’autres métiers, ils ont trouvé de meilleurs salaires, horaires ou conditions de travail et ne veulent plus revenir. ”

« *Devant les pénuries qui s’annoncent, le patronat a fait un geste, mais l’augmentation obtenue [7,5 %] lors des négociations de branche couvre à peine l’inflation et ne sera applicable qu’en janvier, pire, il reste 10 métiers de la branche dont les minimas resteront en dessous du Smic !* ».

Et au-delà de ce problème de salaire, le métier d’agent de sécurité est aussi une profession à risques et à plus forte raison durant les grandes compétitions sportives, comme les Jeux Olympiques. Devant tous ces obstacles, comment faire pour éviter un fiasco total, tel que celui de Londres 2012 où l’armée avait dû se charger de la sécurité ?

Le Comité d’organisation des Jeux Olympiques (COJO) a d’abord multiplié les lots pour les appels d’offres afin d’éviter la dépendance à un prestataire unique.

Ensuite, il existe deux pistes majeures : la première, celle notamment préconisée par le ministère de l’intérieur, consiste à contacter (*via* Pôle emploi) tous les titulaires de la carte professionnelle et tenter de les convaincre de travailler ponctuellement sur des missions JO afin de trouver des compléments de salaires.

La seconde méthode vise à ouvrir la profession à de nouveaux publics, notamment aux jeunes et aux étudiants. Outre une meilleure maîtrise de l’anglais, ceux-ci peuvent être attirés par les missions courtes de quelques heures, qui peuvent se fondre dans leurs emplois du temps.

” Pour séduire les jeunes, le gouvernement pense à une carte professionnelle « provisoire » que l’on obtiendrait après non plus 175 mais 105h de formation. Pour plus de facilité, cette formation pourrait être faite à distance, explique Stéphane Boudon. ”

« *Mais ce n’est pas idéal* », abonde Daniel Peltier. « *La formation est déjà courte, si on la réduit, on rogne sur la prévention des risques terroristes et le secours à la personne* ».

Il ne faudrait pas que les agents perdent en professionnalisation au moment où le ministre de l'Intérieur aime à parler de la sécurité privée comme de la « *troisième force du continuum de sécurité du pays* ».

” *On ne peut qu’être d’accord avec la formule, pour Stéphane Boudon, mais il faut que l’État considère aussi la sécurité privée comme un partenaire, notamment au niveau du partage de l’information, c’est aussi ce qui a fait défaut en mai dernier au stade de France.* ”

Mais d’autres questions demeurent. Notamment quant à la sécurisation de certains des 100 sites olympiques. On pense forcément à la cérémonie d’ouverture sur la Seine. « *Le COJO a fait ce choix spectaculaire, mais c’est aussi un choix inédit pour les équipes de sécurité et alors que les appels d’offres s’ouvrent, rien ne dit que ce lot trouvera preneur* », prévient Stéphane Boudon.

Et son vice-président d’ajouter : « *Sécuriser un stade fermé avec des accès définis n’est pas pareil que devoir gérer le flux de milliers de personnes en bord de Seine avec les risques que cela comprend, notamment en cas de mouvement de foule* ».

Si les jeux semblent encore loin, le temps, lui, est déjà compté. Les appels d’offres pour Paris 2024 sont en cours, avec une sélection des attendus pour fin 2022 – début 2023.

Paul Mercier

Les chiffres

- 13,5 millions de billets (à titre de comparaison 3M pour l’Euro 2016)
- 295 millions d’euros de budget global pour la sécurité
- 152 Lots de sécurité privée
- 100 sites dont 40 pour les compétitions
- 25 000 agents

Les femmes, une pénurie dans la pénurie

Le taux de féminisation atteint 15 % dans la sécurité privée.

La France se situe néanmoins au-dessus de la moyenne européenne (14 %). Mais pour les JO, il faudra de bien meilleurs taux. En effet, la palpation, nécessitant des personnels féminins en proportion identique au public : ce sera le cas pour les JO.

Sur 180 000 agents de sécurité en activité, seulement 27.000 sont des femmes, alors que le métier est tout à fait accessible dans la mesure où les actions de surveillance, prévention, alerte sont au cœur des missions.

L’écart de salaire avec les hommes est faible (1,8 %), comparé aux salariés du privé (17 à 18 %).

*source journal LesEchos